



L'œuf de Colomb

EclairaGE, Editorial No. 4/2015

Le vote du vendredi 19 juin au Conseil national n'est pas anodin et n'est pas sans conséquences. Le projet de Développement de l'Armée (DEVA) est désormais retardé, le temps d'un nouveau passage aux deux Chambres fédéral – soit une réforme retardée d'un an. On rappellera que le Conseil des Etats avait approuvé ce projet le 19 mars dernier, tout en demandant des renforcements en matière d'effectifs et du nombre des cours de répétition ; le Conseil national a quant à lui approuvé un budget de 5 milliards par année jusqu'en 2020, mais pas la structure et le projet du DEVA.

Le Conseil fédéral a demandé au ministre de la Défense de réduire les coûts de 500 millions par an. Celui-ci a donc demandé que soient étudiées de nouvelles variantes : l'une sans aviation, l'autre sans chars et armes lourdes. Le but de la manœuvre serait de démontrer que cette baisse du budget implique de graves coupes dans les prestations ; et qu'il n'est donc pas possible de couper dans le budget demandé – et déjà approuvé par le Parlement.

Il va de soi que nous sommes très critiques envers de telles « variantes. » L'élaboration de celles-ci est aussi dangereuse, parce qu'elle introduit une confusion et des risques de divisions, là où jusque ici les sociétés militaires et patriotiques ont toujours mis en avant notre unité autour de la défense nationale.

Si l'achat d'un nouvel avion de combat (Gripen NG) n'a pas abouti, ce n'est pas à cause des opposants à l'armée de milice ; c'est parce que les militaires n'étaient pas unis derrière ce projet ou ce modèle d'appareil.

International : Pas de défense sans armes lourdes

Une variante du DEVA sans blindés, c'est-à-dire sans armes lourdes, ne remplit pas la mission constitutionnelle de la défense du territoire et de sa population. Seules les formations blindées sont capables de manœuvrer sous le feu, de survivre aux tirs directs, de se déployer, de se réorganiser ou de réagir rapidement face aux actions d'un adversaire moderne, mobile, aéroterrestre et/ou hybride. Les conflits aux marges de l'Europe le démontrent : il n'y a pas de défense dynamique, pas de maîtrise du territoire, pas d'action décisive, sans forces mécanisées. Pour s'en convaincre, pas besoin de films ou d'études : les journaux télévisés en font la preuve chaque jour en montrant des images de la Syrie, de l'Irak, du Mali ou encore de l'Ukraine.

Le char de combat souffle en 2015 sa 100e bougie. Mais qu'on ne s'y trompe pas : il est toujours aussi important et d'actualité que par le passé. Il s'est remarquablement adapté aux changements



technologiques et tactiques. D'ailleurs, l'Allemagne a annoncé il y a quelques mois le rachat de 100 Léopard 2A4 qu'elle avait cédé à l'industrie, pour former un bataillon de chars supplémentaires. La France est en ce moment-même en train de reconstituer un régiment équipé de chars Leclerc.

Interarmes et cohérence

L'armée, en tant que système de défense, est un tout cohérent. Elle fonctionne selon le principe du combat interarmes. Supprimer une composante de ce combat interarmes affaiblit l'ensemble de l'armée. Supprimer les sapeurs de chars, ou l'artillerie, ou l'aviation, crée une faiblesse fondamentale.

Supprimer les armes lourdes que nous possédons déjà, ou que nous venons de moderniser, ne fait guère de sens économique. Le char 87 Léopard, construit sous licence en Suisse, ne peut être vendu sans l'autorisation de l'Allemagne. Autant dire que nous ne pourrions pas liquider ces engins à bon compte –comme l'on fait les Autrichiens avec leurs chars Kürassier et M60, en les cédant en Afrique du Nord, sous l'étiquette du « désarmement »– pour les retrouver sur toutes les chaînes d'actualité dix ans plus tard au moment du Printemps arabe, en Tunisie ou en Egypte. Il faudra donc les désassembler en Suisse, ce qui coûte pratiquement aussi cher que d'acheter un système d'armes neuf. Il n'y a donc aucune économie à réaliser ces cinq prochaines années avec un tel projet – bien au contraire.

Car la suppression des armes lourdes passe inévitablement par un report sur d'autres armes : en particulier l'aviation, dont la dimension air-sol est aujourd'hui très faible. Cela signifie l'achat d'un nouvel avion de combat, des hélicoptères de combat et/ou des drones disposant de réelles capacités air-sol. On sait que ces projets coûtent, chacun, un à trois milliards de francs. Ce n'est en aucun cas une solution pratique, ni économique, au problème de la défense en Suisse.

On peut imaginer le remplacement des chars de combat ou des obusiers blindés par d'autres engins, plus modernes mais certainement pas plus économiques. L'acquisition de nouveaux chasseurs de chars, ou de chars de combat à roues, implique des coûts de liquidation et des coûts de développement puis d'acquisition considérables, se chiffrant à plusieurs milliards, tout en sachant que l'efficacité sera moindre que les systèmes actuellement en service, que nos voisins revalorisent régulièrement afin de les maintenir jusqu'à l'horizon 2025-2030.

Le renforcement de l'infanterie en armes lourdes n'est pas la solution non plus. Cette solution diminuerait la flexibilité de notre armée, tout en augmentant sensiblement ses coûts – chaque corps de troupe devant alors disposer des matériels et de l'infrastructure pour couvrir la totalité du spectre des engagements, de la surveillance jusqu'au combat à haute intensité. Les régions ou futures divisions territoriales ne sont pas faites pour mener un combat mobile ; leur action doit être complétée par des formations de manoeuvre, protégées, c'est-à-dire blindées. Ces réflexions sont au centre de la structure du projet DEVA.



Politiquement viable

Remontons pour terminer à l'échelon politique. Une armée sans capacité de défense n'est pas justifiable auprès de l'opinion ou de ses représentants. Elle signifie, à terme, la nécessité de conclure des accords de défense – incompatibles avec notre politique traditionnelle de neutralité. Ne rêvons pas non plus sur les capacités de nos voisins, voire des « alliés potentiels » évoqués plus haut. L'OTAN demande à ses membres 2% du PIB investis dans la défense, dont 20% dans la modernisation des équipements. Si la Suisse rejoignait une pareille alliance, notre pays risquerait de voir sa facture sécuritaire plus que doubler.

L'interopérabilité passe, aujourd'hui, par la mise à disposition d'unités fortement professionnalisées, disponibles durant plusieurs mois, capables d'être déployées rapidement (parachutistes, forces spéciales) ou capables de coopérer à l'échelon tactique (donc disposant de moyens protégés et lourds, de systèmes de transmissions de données et de communication modernes). Développer de tels moyens et de telles coopérations internationales coûte bien plus cher que le DEVA proposé cette année. Rappelons en outre que le budget de 5 milliards a été approuvé aussi bien par le Conseil des Etats que le Conseil national. Et seul le Conseil fédéral entend s'opposer à ce montant, malgré qu'il ait été régulièrement tenu au courant de l'évolution de la réforme.

Pragmatisme

L'œuf de Christophe Colomb tient très bien debout, avec du pragmatisme et un minimum de bonne volonté. Dans cet œuf, le jaune et le rouge sont bien sûr le noyau essentiel. De la même façon, l'armée fonctionne selon un principe interarmes cohérent. Les formations de combat en sont le cœur et l'élément essentiel.

Il n'y a pas une infinité de variantes pour notre armée de milice. Le projet DEVA a le mérite d'être réaliste et efficace. Il établit un rapport clair entre les moyens et les prestations. C'est maintenant aux parlementaires et au Gouvernement de s'en rendre compte, de faire preuve du même réalisme et de la même efficacité.

Lt col EMG Alexandre Vautravers

Président de la Société militaire de Genève (SMG) et de la Société des officiers des Troupes blindées (OG Panzer)